

elucid.media

Requiem pour le rêve américain - Noam Chomsky

Par *Élucid*

23–29 minutes

Le rêve américain, celui d'une réussite accessible à tous, quel que soit son milieu d'origine, est mort. Aux États-Unis, l'ascenseur social est bloqué, et les inégalités ne cessent de s'accroître. Rien ne laisse présager un avenir meilleur.

Podcast La synthèse audio

0:00 / 25:24

Dans *Requiem pour le rêve américain* (2017), Noam Chomsky accuse l'idéologie des puissants d'avoir tué l'idée selon laquelle le travail et le mérite pouvaient permettre à n'importe qui d'accéder à la richesse. Le système en place maintient les inégalités et œuvre en faveur d'une minorité, toujours plus réduite, de super-riches.

Ce qu'il faut retenir :

Le rêve américain est mort, mais pas pour tout le monde. Une petite élite monopolise la richesse entre ses mains et s'assure

qu'elle le restera. Leur maxime : « *tout pour nous et rien pour les autres.* »

Le système est conçu pour rendre le peuple apathique, passif et enclin à suivre docilement la religion de la consommation.

Cependant, si la conscience de classe du milieu des affaires et des grandes entreprises est très forte, le pouvoir, en réalité, est entre les mains du peuple qui a la force du nombre.

Le rêve américain avait une part de mythe, mais aussi une part de réalité. Il reposait avant tout sur les avantages sociaux du *New Deal*, acquis à la suite de combats rudes contre les élites. Recréer des mouvements populaires efficaces est une nécessité pour défendre les droits des travailleurs, du peuple, et créer une société meilleure, plus solidaire. Nous en avons besoin pour faire face aux conséquences désastreuses de ce monde créé par des riches, pour eux-mêmes.

Biographie de l'auteur

Noam Chomsky, né en 1928 à Philadelphie, est un linguiste américain, professeur émérite de linguistique au *Massachusetts Institute of Technology* où il a enseigné durant l'intégralité de sa carrière. Également connu pour son activisme politique et sa critique de la politique étrangère et des médias américains, il s'affiche comme un sympathisant de l'anarcho-syndicalisme. Entre autres, il fustige l'utilisation du terme « terroriste » qui, selon lui, permet aux gouvernements de se dédouaner de la dimension terroriste de leurs propres politiques. Il est également un fervent défenseur de la liberté d'expression.

Très apprécié par l'extrême gauche, Noam Chomsky est soumis à de vives critiques de la part des libéraux et des partisans de la

droite américaine. Il reste pourtant reconnu comme l'un des plus grands intellectuels vivants, ayant notamment reçu de nombreux diplômes honorifiques des plus grandes universités au monde.

Avertissement : *Ce document est une synthèse de l'ouvrage de référence susvisé, réalisé par les équipes d'Élucid ; il a vocation à retranscrire les grandes idées de cet ouvrage et n'a pas pour finalité de reproduire son contenu. Pour approfondir vos connaissances sur ce sujet, nous vous invitons à acheter l'ouvrage de référence chez votre libraire. La couverture, les images, le titre et autres informations relatives à l'ouvrage de référence susvisé restent la propriété de son éditeur.*

Synthèse de l'ouvrage

Principe n° 1 : Réduire la démocratie

Depuis la naissance des États-Unis, la société est traversée par cette lutte traditionnelle entre le peuple, en bas, et l'élite, en haut. James Madison, principal architecte de la constitution américaine, a créé **un système institutionnel conçu pour assurer que le pouvoir reste entre les mains des plus riches**. Selon ses termes, il s'agit de « *protéger la minorité des opulents contre la majorité* », **contre la « tyrannie de la majorité »**, c'est-à-dire d'éviter que le peuple, jaloux de la richesse des plus aisés, ne décide de s'en emparer. Il faut toutefois noter, pour sa défense, que Madison était un précapitaliste. Il estimait que les plus riches formaient une aristocratie éclairée et bienveillante, ayant à cœur le bonheur de tous. Il condamna fortement la détérioration du système par les spéculateurs qui, dès les années 1790, avaient pris le pouvoir, au nom de leurs seuls intérêts personnels.

L'idée selon laquelle le peuple est une menace pour la démocratie n'est pas nouvelle. Aristote, qui considérait que la démocratie était le meilleur mode de gouvernement, craignait que les inégalités ne troublent son fonctionnement. Cependant, il tirait une conclusion bien différente de celle de Madison. Là où Madison voulait limiter la démocratie en empêchant les revendications populaires, Aristote préconisait la mise en place de ce qu'on pourrait appeler, de façon anachronique, un « État-Providence », chargé de réduire les inégalités.

« *Même problème – solutions opposées. L'une consiste à réduire l'inégalité, et le problème ne se pose plus. L'autre consiste à réduire la démocratie. Les fondements du pays reposent sur ces aspirations contradictoires.* »

Ainsi, dans les années 1960, mettant en pratique la doctrine de Madison, le gouvernement américain a écrasé durement les citoyens qui ont osé se rebeller contre un système qui s'efforçait, depuis le début, de les écarter du processus démocratique.

Principe n° 2 : Façonner l'idéologie

Après Nixon, dans les années 1970, débuta l'offensive des élites pour abattre les mesures égalitaires obtenues grâce au *New Deal*, après la Grande Dépression. Le mémorandum Powell, écrit par Lewis Powell, futur juge à la Cour Suprême, « *avertit que les entreprises perdent le contrôle sur la société et qu'il faut faire quelque chose pour contrer ces forces* ».

Le premier rapport de la Commission Trilatérale, fondée, entre autres, par David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, s'intitule « *La Crise de la démocratie* ». Il rapporte la

crainte de ses auteurs qu'un « **excès de démocratie** » ferait **peser une pression trop forte sur le système**. Pour y remédier, il est préconisé de favoriser une certaine passivité populaire. **Les jeunes, en premières lignes des mouvements sociaux des années 1960, étaient devenus trop libres et indépendants.**

« On considérait que c'était un échec de la part des écoles, des universités, des églises – les institutions responsables de l'"endoctrinement des jeunes", selon leur propre expression. Il fallait ce qu'ils appelaient plus de "modération dans la démocratie", et tout irait bien selon eux. »

En conséquence, **les frais de scolarité ont augmenté considérablement** depuis les années 1970, de sorte que, désormais, une grande partie de la population n'a plus accès aux études supérieures. Parallèlement, le système éducatif du primaire et du secondaire se détériore, réduisant l'éducation « *à des compétences mécaniques, restreignant la créativité et l'indépendance – tant de la part des professeurs que des élèves.* »

Ces méthodes s'apparentent très fortement à de **l'endoctrinement**, couplé à la volonté de réduire, ou de supprimer, purement et simplement, l'éducation gratuite.

Principe n° 3 : Repenser l'économie

La fin du système de Bretton Woods dans les années 1970 a marqué la fin d'un système fondé sur la régulation du capital, dans lequel le FMI encourageait, à l'époque, les gouvernements à contrôler les exportations de capitaux, et la Banque mondiale finançait encore des projets de développement étatiques.

Désormais, la spéculation se développe sans limites, s'appliquant à l'ensemble des marchés financiers. L'économie,

autrefois fondée sur la production, est entièrement consacrée à l'activité de financiarisation. Ainsi, à la veille de la crise des subprimes, « *les institutions financières totalisaient 40 % des bénéfices des entreprises, bien au-delà de tout ce qu'elles n'avaient jamais eu dans le passé.* »

Depuis quelques années déjà, l'esprit d'entreprise a radicalement changé. En effet, les hautes fonctions au sein des entreprises sont occupées par des diplômés d'écoles de commerce, adeptes de toutes sortes de magouilles financières. **Il y a ainsi « moins de loyauté envers l'entreprise, et plus de loyauté envers soi-même »**. L'avenir de l'entreprise sur le long terme importe peu ; seuls les résultats du prochain trimestre comptent.

Ce mouvement de financiarisation s'accompagne d'**une délocalisation de la production vers des pays où la main-d'œuvre est moins chère, et où les normes sanitaires et de sécurité et les contraintes environnementales sont inexistantes**. Le libre-échange, consacré dans les accords internationaux, se traduit ainsi, en pratique, par une mise en concurrence des travailleurs du monde entier (l'ALENA en est le parfait exemple). Seuls les capitaux circulent librement, d'un pays où la main-d'œuvre est bon marché, à un pays où la fiscalité est favorable. Ce système élargit ainsi la domination d'une minorité de très riches, à l'échelle de la planète.

Alan Greenspan, président de la FED de 1987 à 2006, témoigna devant le Congrès américain de sa volonté de fonder une politique reposant sur une plus grande insécurité des travailleurs. En effet, « *si les ouvriers sont maintenus dans l'insécurité, la peur du chômage, ils sont sous contrôle.* » **Depuis trente ans, les salariés américains travaillent plus, dépassant parfois les**

50 heures de travail par semaine, uniquement pour maintenir leur niveau de vie. « *La durée du travail dépasse désormais largement ce qu'elle est en Europe, les avantages sociaux ont diminué, et les gens s'en sortent en s'endettant.* »

Le changement ne viendra jamais d'en haut. Seuls ceux d'en bas sont capables de renverser le système. L'activisme populaire devient une nécessité pour défendre la démocratie, les travailleurs et la collectivité nationale.

Principe n° 4 : Transférer la charge

Le rêve américain, plus qu'un simple mythe, contient une part de réalité. Il s'est réalisé dans les années 1950 et 1960, âge d'or de l'économie américaine, lorsque la croissance était assez égalitaire, « *si bien que le cinquième inférieur de la population progressait à peu près autant que le cinquième supérieur* ».

Pour les élites d'argent, l'intérêt du pays doit venir après leur intérêt financier et économique. **Ils ne s'intéressent plus qu'aux secteurs de la société où se concentre la richesse.** « *Il leur faut un État puissant pour subventionner la recherche et le développement, assurer leur renflouement en cas de difficultés, et dominer le monde par la force militaire [...] si les trois quarts de la population sombrent dans la stagnation, c'est beaucoup moins préoccupant – et ce qui arrivera à la génération suivante l'est encore moins.* »

Leur seconde préoccupation concerne la réduction des impôts, mais seulement des leurs. Les impôts sur les salaires et la consommation doivent être maintenus, mais pas ceux sur les dividendes – qui concernent essentiellement les plus riches. Ils

justifient cette politique par l'idée qu'une baisse des impôts favoriserait l'investissement et l'emploi. « *Mais rien ne le prouve. Si l'on veut augmenter l'emploi et l'investissement, il faut augmenter la demande* ».

Les « *maîtres de l'humanité* », comme les dénonçait déjà en son temps Adam Smith, ne font que suivre leur « *vile maxime* » : « ***Tout pour nous, et rien pour les autres*** ».

Principe n° 5 : Briser la solidarité

La sécurité sociale est fondée sur un principe : la solidarité. Elle n'est d'aucune utilité aux très riches qui veulent donc la détruire pour encore réduire leurs impôts. Leur stratégie prend la forme **d'une réduction des cotisations sociales : de cette manière, le système public se détériorera et la population cherchera une alternative dans le secteur privé.**

Par exemple, l'éducation, presque intégralement gratuite pendant les années 1950, est aujourd'hui particulièrement chère. Or, notre société est bien plus riche aujourd'hui. Dans ces conditions, comment expliquer la réduction des dépenses publiques pour l'éducation ? De même, alors que de multiples sondages montrent que les deux tiers de la population américaine sont favorables à un système de santé national, le *New York Times* soutient que de telles revendications sont « *politiquement impossibles* », ou « *sans soutien politique* ». En réalité, « *le soutien politique, c'est Goldman Sachs, JPMorgan Chase, et ainsi de suite – voilà le véritable soutien politique.* ».

Les élites ne cessent de répéter que le déficit public empêche toute politique d'investissement public. Mais, ils omettent

volontairement d'exposer **les causes de ce déficit : l'immense budget militaire, qui équivaut à celui du reste de monde tout entier**. Cette force militaire leur est utile à eux, pour assurer leur domination sur la société américaine et sur le monde.

Le problème humain majeur, **ce n'est pas le déficit, mais le chômage** : « *D'un point de vue strictement économique, c'est comme si l'on décidait de laisser des usines à l'arrêt. Si l'on fait un voyage en Europe, au Japon ou même en Chine, et qu'on revient ensuite aux États-Unis, l'une des choses qui frappent aussitôt est que le pays se délabre ; on a souvent l'impression d'être rentré dans un pays du tiers-monde.* »

Principe n° 6 : Contrôler la régulation

Notre société est verrouillée par ce qu'on appelle la « **capture de la régulation** ». En effet, les secteurs régulés sont **contrôlés par les banques et les lobbies bancaires**, qui sont, en réalité, à l'origine des textes de loi. Sénateurs, députés et conseillers font des allers-retours constants entre emplois dans le public et dans le privé, se faisant ainsi les acteurs de la capture de la régulation. « *Le législateur devient lobbyiste et, en tant que lobbyiste, veut contrôler la législation.* »

En outre, les institutions financières sont économiquement et politiquement si puissantes, que les banques sont « *trop grosses pour faire faillite* », mais aussi « *trop grosses pour aller en prison* ». Ainsi, à chaque crise, le contribuable est sollicité pour renflouer ceux qui l'ont provoqué. **Les puissants se servent ainsi de l'État-providence pour profiter des bénéfices du capitalisme, tout en se protégeant contre les risques qu'il entraînerait.** « *Une étude technique majeure montre notamment*

que sur les cent plus grandes sociétés du classement de Fortune, environ vingt-cinq ont survécu grâce à des subventions publiques à un moment donné de leur développement, et la plupart des autres en ont bénéficié. »

Le principe néolibéral, qui soutient que l'action du gouvernement doit être limitée pour « laisser faire le marché » est un mythe. Personne n'y croit vraiment. Pour preuve, Reagan, fervent défenseur du néolibéralisme et du libre-échange, fut le président le plus protectionniste de l'histoire américaine depuis 1945. **Les interventions gouvernementales ont augmenté pendant son mandat. Cependant, ces interventions furent exclusivement destinées à préserver les plus riches de la concurrence mondiale.** Les pauvres, eux, ne devaient s'attendre à aucune aide de l'État et continuer de considérer le gouvernement comme le problème et non la solution.

« C'est essentiellement cela, le néolibéralisme. Il a ce caractère double, qui remonte loin dans l'histoire de l'économie. Un ensemble de règles pour les riches. Et en ensemble de règles contraires pour les pauvres. »

Principe n° 7 : Orchestrer les élections

Le quatorzième amendement de la Constitution américaine énonce que personne ne peut voir enfreindre ses droits « *sans procédure légale régulière* ». Cet amendement était initialement destiné à protéger les esclaves libérés, mais fut presque aussitôt **détourné au profit des entreprises : leurs droits ne pouvaient être attaqués sans procédure légale.** D'abord condamnée par les conservateurs de l'époque, cette idée se développa jusqu'à faire des sociétés de véritables personnes aux yeux de la loi : des

personnes morales.

Dans les années 1970, l'arrêt « *Buckley v. Valeo* » fait de l'argent, une forme d'expression de la parole. Puis, en 2009, l'arrêt « *Citizens United* » affirme que la liberté d'expression des entreprises, matérialisée par leur argent, ne saurait être limitée. L'Accord de Libre-Échange nord-américain (ALENA) est une illustration criante de l'injustice de ce principe. Selon cet accord, « *si General Motors investit au Mexique, la firme obtient les droits nationaux d'une entreprise mexicaine, mais, si un Mexicain vient à New York et dit : "Je veux des droits nationaux", nul besoin de dire ce qui se passe.* »

Parallèlement, le système démocratique a été réduit à néant par l'accroissement du pouvoir des entreprises, désormais capables d'acheter les élections. Thomas Fergusson, spécialiste du financement des campagnes, explique, dans sa théorie d'investissement de la politique que, « ***ce sont les entreprises et les investisseurs, et non les électeurs, qui influent véritablement sur le système politique*** ». Les dirigeants américains sont avant tout les candidats du système. Ils ne peuvent financer leurs campagnes sans se faire les candidats des grandes entreprises et de la ploutocratie qui les financent. Une fois que le candidat gagne, les entreprises qui l'ont financé intègrent leurs propres avocats à l'équipe du législateur. Ils deviennent ainsi les véritables rédacteurs des lois.

Ce sont eux qui rédigent vraiment les lois. De cette manière, les avocats d'entreprises inondent de documentation et de données les législateurs afin de perdre et de décourager ceux qui doivent voter la loi. C'est ainsi que fonctionne le piège des élections.

Principe n° 8 : Mettre le peuple au pas

Le principe de base de l'Organisation internationale du travail (OIT) est le droit de libre association, c'est-à-dire celui de former des syndicats. Or, celui-ci n'a jamais été ratifié par les États-Unis. Alors que le mouvement ouvrier américain était très fort et parfois violent dans les années 1920, **le monde des affaires, qui a une très haute conscience de classe, a réussi à l'écraser, sous prétexte de se protéger du « péril rouge ».**

Il connut une renaissance dans les années 1930, à la suite de la Grande Dépression. À la faveur d'un fort activisme populaire et d'un gouvernement compréhensif, Roosevelt entérina le *New Deal*, posant les bases de la croissance de l'avant-guerre. Le chômage, cependant, perdurera jusqu'à la guerre. Puis, le milieu des affaires, terrorisé face à ces nouvelles mesures, commença à livrer son combat, utilisant la presse pour « **endoctriner le peuple avec l'histoire capitaliste** ». Une véritable caricature marxiste de lutte des classes eut lieu.

À cette époque, des « méthodes scientifiques » pour briser les grèves furent développées. « *La violence ne fonctionnait plus, alors il fallait chercher des moyens plus raffinés pour contrer le mouvement ouvrier.* » L'offensive patronale connut son apogée sous les années Reagan. Avec sa bénédiction, les entreprises s'attelèrent à briser les mouvements syndicaux et les grèves. **En conséquence, aujourd'hui, moins de 7 % des salariés du privé sont syndiqués.** « *Ce n'est pas parce que les travailleurs ne veulent pas de syndicat : à une majorité écrasante, ils veulent se syndiquer, mais ne le peuvent pas* ».

Il y a 150 ans, aux débuts de la révolution industrielle, le système

industriel était la cible principale des mouvements populaires. Le travail salarié n'était pas considéré comme très différent de l'esclavage. Et la division du travail était considérée comme une déshumanisation du travailleur. Mais, **la conscience de classe des travailleurs était bien plus solide qu'elle ne l'est aujourd'hui**. À cette époque, les travailleurs avaient leurs propres journaux et y dénonçaient « *le nouvel esprit de l'époque : gagner une fortune en oubliant tout sauf soi* ».

Principe n° 9 : Fabriquer du consentement

David Hume disait : « *Le pouvoir est entre les mains de ceux qui sont gouvernés.* » **Aujourd'hui, la stratégie de la gigantesque industrie des relations publiques est précisément de convaincre les populations du contraire, afin de laisser le champ libre aux puissants pour gouverner.**

Edward Bernays, l'un des théoriciens propagandistes les plus connus, l'avait parfaitement compris. Selon lui, le pays doit être gouverné par une « *minorité intelligente* » et leur gouvernement doit se faire par la manipulation des populations, c'est-à-dire par la « *fabrique du consentement* ». **Dans nos sociétés modernes, fabriquer le consentement signifie, plus précisément « fabriquer des consommateurs »**, selon les termes de l'économiste Thorstein Veblen. « *La presse d'affaires des années 1920 parle du besoin d'orienter les gens vers les choses superficielles de la vie, comme la "consommation à la mode", et ils ne seront alors plus gênants.* »

En théorie, le marché est le lieu où les produits sont sélectionnés selon les choix rationnels faits par des consommateurs informés. La réalité est toute autre. En effet, **la publicité, en se servant de**

l'émotion de consommateurs non informés, les conduit à faire des choix irrationnels. D'ailleurs, depuis quelques années, l'industrie publicitaire vise, par exemple, les enfants. Ils ne sont pas encore consommateurs, mais peuvent influencer la consommation de leurs parents. C'est ainsi qu'est née la « psychologie du harcèlement ». L'endoctrinement se fait désormais à un jeune âge.

Une autre incitation déloyale à la consommation prend la forme de **l'endettement**. Cette technique est élaborée par les Britanniques, lorsque l'esclavage est aboli dans les années 1830, afin de garder les anciens esclaves au travail sur les plantations. *« Ils ont imaginé la même méthode : les prendre au piège de la consommation à outrance. Faire assez de propagande et de publicité pour que les esclaves libérés pensent qu'ils doivent posséder ces biens. Ils vont au magasin, les achètent et s'endettent, et bientôt, ils sont pris au piège : l'économie de l'esclavage est de retour. »*

Cependant, si l'industrie publicitaire doit dépenser des sommes folles pour s'assurer que les consommateurs consomment de manière irrationnelle, c'est qu'en réalité, elle estime que sans cette publicité, ils agiraient rationnellement. *« Et je pense qu'elle a raison »*, dit Chomsky. *« Ce n'est pas de l'argent gaspillé. Si elle ne le faisait pas, les gens prendraient des décisions rationnelles, et je crois que ces décisions seraient, pour l'essentiel, de démanteler l'autorité et les institutions hiérarchiques illégitimes. »*

Principe n° 10 : Marginaliser la population

Martin Gilens, grand politologue, a étudié les liens entre les décisions prises en matière de politique publique et l'opinion

publique. Après avoir analysé plus de 1 700 décisions politiques, en les comparant à des sondages, il conclut que la politique n'a que rarement des rapports avec ce que pense et souhaite la majorité. Le plus souvent, elle semble s'accorder aux intérêts patronaux. Son étude montre que **l'opinion de presque 70 % de la population n'a jamais d'incidence sur la politique.**

En définitive, les riches obtiennent ce qu'ils veulent et le bien-être de la majorité est secondaire. **Or, la population en est consciente, c'est pourquoi elle est si méfiante envers les institutions** : *« on n'aime pas le président ; on n'aime pas les grandes entreprises ; on déteste les banques – cela s'étend à tout. On se méfie même de la science. »*

Le sentiment de colère généralisé monte dans la population, notamment parmi les Américains blancs des classes moyennes, déclassés, perdants de la mondialisation et victimes du néolibéralisme. **Ils se sentent abandonnés par le gouvernement et reportent leur colère sur des parties de la population qu'ils estiment être favorisés par celui-ci.** Ils agissent ainsi contre leurs propres intérêts, en votant pour Donald Trump par exemple. En effet, *« bon nombre des partisans de Trump ont voté pour Obama en 2008, convaincus par le message d'espoir et de changement. Dans leur désillusion, ils sont désormais séduits par un escroc qui propose un message d'espoir et de changement différent. »*

Par ailleurs, deux phénomènes menacent l'humanité d'une manière inédite : le changement climatique et la prolifération des armes nucléaires. Ces deux menaces sont amplifiées par les responsables politiques qui n'agissent jamais pour l'avenir. Certains, comme Donald Trump, ont contribué à accélérer le

désastre en se retirant des accords internationaux sur le climat, ou en poussant des pays du tiers-monde à s'armer pour se protéger de l'impérialisme américain.

« *Si une société est fondée sur le contrôle par la fortune privée, elle reflétera ces valeurs d'avidité et de désir du gain personnel aux dépens des autres. Une petite société fondée sur ce principe est vilaine, mais peut survivre. Une société mondiale fondée sur ce principe se dirige droit vers la destruction massive.* »

Il s'agit alors de résister. Les grandes entreprises peuvent user de la contrainte, mais le peuple détient le vrai pouvoir. Il lui faut, comme par le passé, s'organiser pour défendre ses droits. Comme l'a remarquablement dit Howard Zinn : « *Ce qui compte, ce sont les innombrables petits actes de gens anonymes, qui jettent les bases des événements qui entreront dans l'Histoire* ».

*

Vous avez aimé cette synthèse ? Vous adorerez l'ouvrage !

Achetez-le chez un libraire !